

10 Suisse

PROPOS RECUEILLIS
PAR ANNICK CHEVILLOT, BÂLE
X @chevillot_a

Le centriste bâlois votera contre son camp le 9 juin: il est contre l'initiative pour un frein aux coûts. Il s'oppose également au projet socialiste de plafonnement des primes à 10% du revenu. Pour lui, il s'agit d'une *Scheinlösung*. Un mot qu'il a répété à de nombreuses reprises durant l'entretien qu'il a accordé au *Temps* et que l'on peut traduire par «solution illusoire». Le conseiller d'Etat s'exprime sur ces deux initiatives «poudre aux yeux».

Pourquoi la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé (CDS) que vous présidez rejette-t-elle le plafonnement des primes à 10% du revenu? Parce qu'il s'agit d'une solution fictive. L'initiative propose simplement un transfert de charges, des payeurs de primes vers les cantons et la Confédération. Mais elle n'apporte aucune solution pour les coûts: le système de santé ne sera pas meilleur marché grâce à elle.

En quoi cette initiative est-elle une fausse solution? Parce qu'elle berce les payeurs de primes de l'illusion que les coûts seront mieux maîtrisés. Mais ce plafonnement est artificiel et il donne aussi de mauvaises incitations. La responsabilité individuelle face à la consommation médicale diminuera, si le texte est accepté le 9 juin. Cela peut faire augmenter les coûts. Coûts qu'il va bien falloir payer.

En ciblant les individus, n'oubliez-vous pas qu'ils ont peu de pouvoir pour agir sur le système de santé? En transférant une partie de la charge sur les finances publiques, le politique sera incité à agir... De nombreux pas au niveau politique ont déjà été faits pour freiner les coûts de la santé. D'autres sont encore nécessaires, évidemment. Mais le système de santé n'est pas qu'une question politique. Elle est aussi individuelle. Que fait un individu pour sa santé? Il est important de prendre conscience de notre manière d'influer sur le système et ses coûts: est-on discipliné dans sa prise en charge médicale ou multiplie-t-on les examens? En favorisant les prises en charge économes, on peut agir sur les coûts. En plafonnant les primes à 10% du revenu, la population sera moins consciente de sa consommation médicale puisque sa charge sera limitée.

Et vous, à titre personnel, qu'allez-vous voter? Je vais voter non. Ce n'est pas en inscrivant ce plafond de 10% dans la Constitution que les coûts de la santé vont baisser.

L'initiative que vous combattez fonctionne pourtant dans le canton de Vaud et le subside spécifique lié au plafonnement à 10% du revenu n'a pas fait exploser leur budget... C'est propre à la réalité vaudoise. Dans le canton de Bâle-Ville, ce subside ne représenterait pas non plus une charge trop importante les premières années. Mais à moyen terme, ces subsides ne feront qu'augmenter. L'initiative concerne aussi tous les cantons. Et ils ne sont pas tous dans de bonnes conditions financières. Ce subside sera très difficile à supporter financièrement pour certains. Sans parler des finances de la Confédération. Si l'initiative passe, on fera face à un gros problème de financement du côté de Berne. Une hausse d'impôts est probable.

Pourtant, le canton de Bâle-Ville profiterait aussi de la manne fédérale, comme le canton de Vaud. La Confédération devrait payer deux tiers de la facture, les cantons se répartiraient le tiers restant. De quoi alléger un peu les finances cantonales, non? Là aussi, il s'agit d'une illusion immédiate. Pour une simple raison: d'ici à 2030, les charges liées à ce mécanisme augmentent pour mon canton. Encore une fois, l'effet sur les finances cantonales est favorable à court terme, mais pas à moyen terme. Bâle n'a pas besoin de cette initiative. D'autres cantons non plus. Elle représente même un danger financier important pour certains.

La Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé affirme que les cantons font déjà leur part en termes de subsides à l'assurance maladie. Pourtant, Lucerne a été condamné par le Tribunal fédéral pour les avoir trop réduits et d'autres cantons les diminuent



A titre personnel, le centriste bâlois indique qu'il votera non à l'initiative d'allègement des primes. (14 DÉCEMBRE 2022/KOSTAS MAROS / 13 PHOTO POUR LE TEMPS)

«L'initiative sur les primes est illusoire»

SCRUTIN Le conseiller d'Etat bâlois Lukas Engelberger préside la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé. Il explique son opposition aux initiatives du 9 juin

également. Est-ce que les hausses de ces dix dernières années dans les cantons de Bâle-Ville (+43%), Genève (+176%) et Tessin (+27%) reflètent vraiment la réalité? Oui, bien sûr. Les chiffres disponibles sont très clairs. En 2012, les cantons déboursaient 1,8 milliard pour les subsides à l'assurance maladie. Montant qui a grimpé à 2,5 milliards en 2022. De plus, je n'ai pas connaissance que les sommes totales dédiées aux subsides aient baissé dans les cantons. De plus, avec cette initiative, les cantons perdront une partie de leur marge de manœuvre: celle de la politique sociale. Un canton ne pourra plus décider seul ce qui est bien, en termes de subsides, pour sa population.

La perte de pouvoir des cantons... Est-ce cela finalement le nœud du problème avec cette

initiative? Non. Je ne dirais pas cela ainsi. Le fédéralisme ne doit pas être affaibli. Ce n'est pas la Confédération qui est proche de ses administrés, mais les cantons. Ils connaissent mieux les contextes locaux et élaborent leur planification sanitaire en conséquence. Leurs contribuables paient ces prestations. A eux donc de conserver la main sur leurs politiques sociales respectives.

Préférez-vous le contre-projet indirect qui entrera en vigueur si l'initiative est rejetée? Pour la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé, il est moins problématique en effet. Même si seuls les cantons, surtout les grands alémaniques, passeront à la caisse avec ce projet définissant des seuils de subsides minimaux.

Si le plafonnement des primes n'est pas une priorité, quels sont les principaux défis? La hausse des coûts, le financement des hôpitaux et des soins, la numérisation et la pénurie de personnel qualifié.

Des priorités qui n'ont pas toutes vocation à faire baisser les coûts... Bien sûr que si! Ces points sont très importants dans le système de santé suisse. La numérisation offre un potentiel important de maîtrise des coûts sur le long terme. Dans les hôpitaux, si les coûts de personnel ont augmenté, c'est justement parce qu'il manque des employés qualifiés. Ils n'ont pas d'autres choix que d'engager des temporaires, ce qui coûte cher. En formant plus et en fidélisant les employés qualifiés, cela coûtera moins cher à terme. Les deux ini-

tiatives santé du Parti socialiste et du Centre ne thématisent pas ces points.

Votre parti, Le Centre, a lancé l'initiative sur le frein aux coûts. Vous êtes contre? Oui. Là aussi, ce n'est pas en inscrivant dans la Constitution qu'il est nécessaire d'introduire un frein aux coûts que ces derniers baisseront pour autant.

Vous dites qu'il ne faut pas affaiblir le fédéralisme. Mais dans la santé, il serait bienvenu de centraliser certains aspects: le dossier électronique du patient par exemple... Le plus gros problème de la numérisation du système de santé n'est pas le fédéralisme. Mais plutôt la répartition peu claire des responsabilités entre les prestataires, les cantons et la Confédération. Les cantons ne luttent pas contre une harmonisation du dossier électronique du patient. Il s'agit d'une infrastructure de base qui ne se heurte pas aux prérogatives cantonales. Pour les autres aspects qui sont de compétences cantonales, je ne vois pas actuellement de nécessité à centraliser nos tâches de manière plus importante. La centralisation n'apporte pas vraiment d'amélioration visible. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder comment cela se passe chez nos voisins.

«Ce n'est pas en inscrivant ce plafond de 10% dans la Constitution que les coûts de la santé vont baisser»

Les réformes du système de santé peinent à aboutir. Finalement, rien ne bouge et la population râle à cause des primes de plus en plus chères. On vit presque un peu dans une réalité alternative: on ne veut rien changer, renoncer à aucune prestation, mais on veut que ça coûte moins cher. Comment sortir de ce cercle vicieux? C'est vrai qu'il n'est pas évident de détecter les signaux contradictoires de notre système de santé. Mais quand on approfondit le sujet, on voit bien que la population est attachée à l'offre médicale de qualité du pays. Le niveau de satisfaction est très élevé. Et durant les votations populaires, les Suisses ont tendance à s'exprimer en faveur de meilleures prestations et pas vraiment en faveur d'économies dans le secteur de la santé. Cela rend les révisions du système d'autant plus difficiles.

Cela ne dit pas comment sortir du cercle vicieux... Améliorer le système passe par des réformes en continu. Le prochain pas d'importance, c'est le financement des soins (EFAS). Cette réforme qui a nécessité quatorze ans de débats aux Chambres fédérales va apporter des incitations très positives vers l'ambulatory, qui coûte moins cher que le stationnaire. Ce financement va aussi favoriser les soins intégrés.

Mais un référendum a abouti contre cette révision... Oui, et on devrait voter en fin d'année sur le sujet. Je ne comprends pas pourquoi les syndicats ont lancé ce référendum. Selon eux, les cantons vont perdre du pouvoir et les assureurs en gagner. Mais c'est complètement faux, puisque les cantons pourront à l'avenir intervenir dans le secteur ambulatoire. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Le projet a un haut potentiel d'amélioration du système et il apportera une meilleure maîtrise de coûts, auxquels les cantons devront participer.

On ne peut tout de même pas ignorer que le système de santé suisse va mal. Est-ce qu'il doit imposer pour qu'un véritable changement intervienne? Je trouve votre diagnostic particulièrement sévère. La population est très satisfaite de la qualité des soins. D'une manière générale, je ne vois pas de risque d'implosion dans un avenir proche. Certes, les finances des hôpitaux ne se portent pas très bien actuellement. On y décèle encore les conséquences de la pandémie de covid, avec un absentéisme important. Et puis, il y a aussi les coûts de l'énergie qui ont explosé depuis le début de la guerre en Ukraine. Ces symptômes de crise vont se résorber petit à petit. ■